

Questions orales

pays. Le premier ministre a promis que la taxe ne serait que provisoire, mais quatre ans plus tard, elle est toujours là. C'est une taxe ridicule qui n'a d'autre but que de faire plaisir aux sociétés américaines de bois d'oeuvre aux dépens des Canadiens, et tout le monde le sait.

Le premier ministre annoncera-t-il au président Bush pendant le dîner de demain soir que le Canada supprime la taxe de 15 p. 100 sur les exportations de bois d'oeuvre?

L'hon. Frank Oberle (ministre des Forêts): Monsieur le Président, comme mon collègue, le ministre du Commerce extérieur l'a déclaré à la Chambre la semaine dernière, nous avons l'intention d'entamer très prochainement des négociations avec les Américains conformément à certains des nouveaux critères et lignes directrices qui ont évolué depuis l'imposition de la taxe sur le bois d'oeuvre. Toute décision unilatérale compromettrait les intérêts canadiens.

Nous estimons avoir maintenant le consentement des provinces pour entamer les négociations qui seraient nécessaires pour mettre fin à cet accord.

* * *

L'AGRICULTURE

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, malgré tout le respect que je dois au ministre, le premier ministre dînera avec le président Bush.

Je voudrais donc demander au premier ministre lui-même s'il entend parler d'un autre programme préjudiciable, soit le programme de stimulation des exportations des États-Unis, qui procure des subventions injustes aux agriculteurs américains et est en train de faire disparaître l'exploitation agricole familiale au Canada.

Je demande expressément au premier ministre s'il entend parler avec le président des États-Unis de l'intention du Canada d'abolir sa taxe sur les exportations de bois d'oeuvre et s'il entend forcer le président des États-Unis à mettre fin immédiatement au programme de stimulation des exportations.

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, nous sommes intervenus à bien des reprises auprès des États-Unis au sujet de leur taxe et de leur programme d'aide à l'exportation. Il va sans dire que cela est directement lié aux négociations du GATT, l'Uruguay Round, parce que ce programme américain est une riposte aux subventions prévues par la politique agricole commune de la CEE.

Ce n'est pas un problème simple. Notre ministre de l'Agriculture est intervenu auprès de son homologue américain. Nous entendons continuer à présenter des instances, mais la seule solution véritable serait que l'Uruguay Round aboutisse, interdisant les subventions à l'exportation.

[Français]

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, avec tout le respect que j'ai pour le ministre du Commerce extérieur, et c'est quand même peu, je sou mets ma question au premier ministre, parce que c'est lui qui parlera demain soir avec le président des États-Unis.

Je comprends qu'il soit peut-être muet sur la question du Rapport Allaire, mais j'aimerais savoir précisément du premier ministre du Canada s'il est d'accord avec son collègue, le ministre du Commerce extérieur, lequel est prêt maintenant, suite aux demandes des Américains, à mettre la culture canadienne sur la table dans la ronde de négociations sur le commerce extérieur avec les États-Unis et le Mexique. Est-ce que le premier ministre va protéger les 250 000 emplois au Canada qui dépendent de la culture canadienne ou est-ce qu'il est prêt, comme son collègue, à vendre cela aux besoins des Américains?

• (1420)

[Traduction]

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, il y a eu des questions à ce sujet à la Chambre la semaine dernière, je crois.

Les États-Unis n'ont pas demandé à négocier des questions d'ordre culturel pour la bonne raison qu'il n'y a pas de négociations en cours. Cela dépendra du Congrès américain qui doit donner au président Bush et à son administration le pouvoir d'utiliser la procédure rapide et de continuer à l'utiliser au cours des deux prochaines années.

Le représentant au commerce des États-Unis a dit simplement que les Américains souhaiteraient discuter de questions culturelles, mais nous n'avons aucune objection à aborder le sujet avec eux. Nous n'avons pas peur de discuter de culture avec qui que ce soit, mais nous continuerons de protéger les industries culturelles canadiennes, comme le ministre actuel le fait très bien depuis plusieurs années.